

La Fondation Bertelsmann au service d'un marché transatlantique et d'une gouvernance mondiale

par Pierre Hillard

Étroitement liée à l'OTAN, pour laquelle elle organise chaque année la Conférence sur la sécurité de Munich, la Fondation Bertelsmann a placé un géant des médias au service des ambitions allemandes au sein de l'Empire transatlantique en construction. Universitaire spécialiste des relations internationales, Pierre Hillard vient de consacrer un livre à la plus puissante fondation européenne, dont nous en publions un extrait.

RÉSEAU VOLTAIRE | PARIS (FRANCE) | 20 MAI 2009

ITALIANO



La chancelière fédérale Angela Merkel présidant une remise de prix à la Fondation Bertelsmann (2007).

La création d'un grand marché transatlantique pour 2015 est la grande ambition des dirigeants européens et états-unis. Après la visite du Président Obama en Europe, lors du sommet UE/États-Unis, le Parlement européen en a profité pour adopter une résolution le 26 mars 2009 appelant à réussir ce

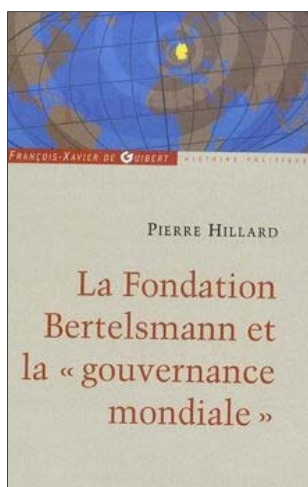
marché transatlantique. Il est même appelé à un « renforcement de la coordination entre les institutions monétaires européennes et américaines » [1]. En fait, ces affirmations ne sont que la suite logique des travaux en amont de la Fondation Bertelsmann. L'ambition est d'aboutir à un seul marché unique transatlantique dont les conséquences concerneront les Français et tous les peuples d'Europe.

Vers un vaste marché euro-américain

Les travaux pilotés par la Fondation Bertelsmann vont très loin. En effet, ses dirigeants poussent à la création d'un véritable bloc économique, un « G-2 » [2] euro-américain encore plus structuré que le G-7 (ou G-8 en incluant la Russie) regroupant les plus grandes puissances industrielles. Comme le souligne Werner Weidenfeld : « Les données économiques parlent d'elles-mêmes. Plus de 50 % des revenus des compagnies américaines dérivent du marché européen. L'Europe reste le partenaire le plus important du monde américain des affaires. Les entreprises européennes assurent plus de un million d'emplois rien que pour la seule Californie. Les investissements européens au Texas dépassent l'ensemble des investissements américains au Japon. Des deux côtés de l'Atlantique, plus de 12,5 millions de personnes vivent des liens économiques transatlantiques » [3].

Cette volonté de favoriser ce bloc économique euro-américain est le moyen d'assurer la stabilité économique mondiale selon ces experts. Indirectement, c'est aussi une manière d'assurer une prééminence sur des pays émergents, en premier lieu, la Chine. Par conséquent, le groupe « Economie, commerce et finances » préconise l'institutionnalisation d'un véritable outil, le « Trade G-2 » (« commerce G-2 ») [4], afin d'éviter des à coups au sein de cette communauté économique euro-américaine [5]. Pour réussir ce mariage, ces experts encouragent les États-Unis à partager leur *leadership* avec leur partenaire européen dans des domaines où il existe une certaine parité de puissance commerciale. L'objectif non déclaré est aussi d'éviter une déperdition de puissance par des

confrontations inutiles qui nuiraient au bloc atlantique et l'affaiblirait face à la concurrence asiatique ou indienne. En revanche, il est souligné que cette situation ne peut véritablement se faire jour que si les Européens arrivent à s'organiser afin de pouvoir parler d'une seule voix [6]. Ces directives émanant de ces différents experts dans le cadre des séminaires organisés par Bertelsmann ont pris forme durant le 1er semestre 2007 lors de la présidence allemande de l'Union européenne. En effet, il a été décidé de créer en avril 2007 le « Conseil économique transatlantique » (le CET, Transatlantic Economic Council, TEC) [7] lors du sommet Union européenne-États-Unis à Washington afin de renforcer l'intégration économique transatlantique. Le CET qui est la transcription du Trade G-2 (« commerce G-2 ») issu des délibérations de la Fondation Bertelsmann a ouvert sa première séance le 9 novembre 2007. Co-piloté par le vice-président de la Commission européenne, Günter Verheugen lié à Bertelsmann, et Allan Hubbard, directeur du Conseil économique national, les discussions du CET ont porté sur « les possibilités de réduire les obstacles au commerce et aux investissements transatlantiques » [8]. Par la suite, la 2^e séance du CET tenue à Bruxelles, le 13 mai 2008, à la veille du sommet Union européenne-États-Unis de juin 2008, n'a fait qu'approfondir une politique préparée depuis longtemps [9]. Elle se poursuit dans le cadre monétaire.



Cet ouvrage est
recommandé par la
librairie du Réseau
Voltaire.

En effet, avec la création de la monnaie unique européenne, le dollar côtoie une unité monétaire représentant un pôle économique important. C'est pourquoi, les intervenants invitent fortement les dirigeants des deux économies à s'entendre pour permettre la création d'une « arène monétaire » : « Plus fondamentalement, les États-Unis et l'Union européenne sont non seulement les deux super puissances économiques mais aussi les représentants des deux principales monnaies mondiales. L'euro s'est déjà imposé comme une monnaie internationale de premier plan et disputera de plus en

plus le leadership monétaire au dollar. Les fluctuations dans les taux de changes euro-dollar ont des conséquences majeures pour tous les pays du monde. Cela requiert donc la formation d'une arène monétaire pour le G-2 aussi vite que possible (ndlr : annonce en filigrane d'une monnaie transatlantique). La Réserve fédérale [10] et la Banque centrale européenne qui sont toutes les deux indépendantes de leurs gouvernements respectifs, devraient réussir à créer leur propre relation au sein du G-2 » [11].

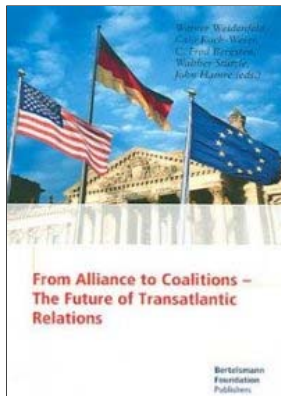
En fait, les auteurs de ces travaux rappellent que les continents se dotent de monnaies régionales. C'est un fait pour l'UE avec l'euro tandis que l'alter ego américain envisage de se doter d'une monnaie unique, l'amero [12] et d'une banque centrale Nord-américaine [13]. Le phénomène est le même avec la création de l'Union des nations d'Amérique du Sud (l'UNASUR), en mai 2008, qui prévoit la création d'une seule monnaie pour le continent sud-américain encadrée par l'équivalent d'une Banque centrale sud-américaine, le tout sous l'égide d'un parlement unique [14]. En dehors de ces aspects économiques et monétaires, ces auteurs insistent aussi sur la nécessité de maîtriser des problèmes comme l'énergie (stabilisation des prix), l'environnement (sujet sensible qui permet l'instauration d'une organisation mondiale de l'environnement et des contraintes sur la vie des particuliers et des entreprises) et les migrations (en raison des déplacements de populations et des conséquences sur l'économie). Pour ces experts, le règlement de ces sujets en concertation de part et d'autre de l'Atlantique poursuit toujours le même objectif, créer un pôle le plus stable possible afin de faire poids et de tenir la dragée haute face aux autres blocs politico-économiques. En guise de conclusion, ces experts rappellent la nécessité d'une refonte du système : « La stratégie du G-2 pourrait conduire l'alliance transatlantique vers une cohésion et une souplesse qui est si cruciale pour la paix et la prospérité pour près de 800 millions de personnes habitant cette partie du monde » [15].

En fait, ces recommandations sont une tentative d'assurer au bloc euro [16]-américain la possibilité d'être le primus inter pares face à la constitution de grands pôles politico-économiques Sud-américain ou asiatique. À condition d'arriver à terme, cette

association ne serait pas une relation entre égaux. Les élites anglo-Saxonnes à l'esprit apatride resteraient les maîtres d'œuvre de ce partenariat qui ne peut s'instaurer qu'après des bouleversements financiers, économiques et sociaux majeurs [17].

Pierre Hillard

G r f x p h q w # r l g w



From Alliance to Coalitions : The Future of Transatlantic Relations (version anglaise intégrale).

NB. La couverture de ce livre est illustrée par une photo-montage comportant les drapeaux des États-Unis, de l'Allemagne et de l'Union européenne avec le bâtiment du Reichstag en toile de fond ; En psychologie, on définirait cette représentation comme un « acte manqué ».

(PDF – 1 Mo)

[1] « **Résolution du Parlement européen sur l'état des relations transatlantiques après les élections qui ont eu lieu aux États-Unis** », *Réseau Voltaire*, 26 mars 2009.

[2] *From Alliance to Coalitions – The Future of Transatlantic Relations*, Collectif, Bertelsmann Foundation Publishers (2004), p. 14. Ce livre est intégralement téléchargeable sur cette page.

[3] *Ibid.*, p. 34.

[4] *Ibid.*, p. 53.

[5] C'est tout l'enjeu des travaux du Transatlantic Policy Network (TPN, Réseau politique transatlantique) qui réunit des membres du Parlement européen (l'ancien président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen, Elmar Brok, et ancien dirigeant de Bertelsmann, ainsi que la députée socialiste allemande, Erika Mann) et des représentants du Congrès des États-Unis. Soutenu massivement par des entreprises transnationales (Microsoft, IBM, Siemens, Deutsche Bank, Nestlé, Bertelsmann, ...) et de nombreux think tanks (**Council on Foreign Relations, Brookings Institution, Center for Strategic and International Studies**, etc), nous rappelons encore une fois ce fait indispensable à retenir que le TPN prône l'instauration d'un bloc euro-américain intégré sur une période de dix ans (2005–2015) dans les domaines économiques, défense et sécurité, politique et institutionnel, cf. *La décomposition des nations européennes*, pp. 137 à 143.

[6] On comprend mieux la volonté farouche des européistes d'établir une constitution pour toute l'Europe. Dans le cadre des séminaires organisés par la Fondation Bertelsmann, l'États-unien Fred Bergsten, directeur de l'Institute for International Economics et l'Allemand Caio Koch-Weser, secrétaire d'État au ministère des Finances du gouvernement Schröder, membre du comité administratif de la Fondation Bertelsmann jusqu'en 2007 et président du Comité économique et financier (CEF) de l'UE jusqu'en 2007, sont à l'origine des travaux pour favoriser l'émergence d'un G-2.

Ils estiment que sa création est conditionnée en fonction de quatre raisons :

1) Il s'agit de créer un socle commun entre les États-Unis et l'Union européenne se substituant aux liens étroits résultant de la Guerre froide.

2) Les États-Unis en tant que super-puissance unique auraient tendance à tomber plus facilement dans l'unilatéralisme. En revanche, l'Union européenne absorbée par son évolution institutionnelle interne glisserait plus facilement vers une forme d'égoïsme, ne cherchant pas à s'engager largement dans la prise en charge des problèmes mondiaux. Une interdépendance économique entre les deux blocs agirait, selon ces experts, comme un contrepoison au profit des États-Unis et de l'Union européenne. L'excès de l'unilatéralisme

états-unien serait freiné par l'allié européen. En contre partie, l'Union européenne se verrait obligée de sortir de la gestion de ses problèmes internes pour rétablir l'équilibre (ndlr : C'est l'application du principe hégélien : thèse – antithèse ... synthèse).

3) En raison de la multitude croissante d'États et de la variété des problèmes dans le monde, ce bloc euro-américain agirait comme un stabilisateur permettant de piloter l'économie mondiale.

4) Même si des liens économiques importants se sont tissés de part et d'autre de l'Atlantique depuis plusieurs décennies, il s'agit d'une certaine manière d'institutionnaliser cette relation à l'instar de l'OTAN dans le domaine militaire, in *From alliance to coalitions – The future of transatlantic relations*, op. cit, pp. 238 à 240.

[7] Le TEC d'avril 2007 n'est que la suite d'une longue liste s'ajoutant à différents documents renforçant l'intégration économique transatlantique : « Déclaration transatlantique » (1990), le « Nouvel agenda transatlantique » (1995), le « Partenariat économique transatlantique » (1998), « Une stratégie pour renforcer le partenariat transatlantique » (2003), cf. *La marche irrésistible du nouvel ordre mondial*, p. 78 et s.

[8] « Le vice-président Verheugen préside la première réunion du Conseil économique transatlantique du 9 novembre 2007 », Communiqué de presse (réf. : IP/07/1662).

[9] Le 8 mai 2008, le Parlement européen a adopté la **résolution P6_TA(2008)0192** entérinant la création du Conseil économique transatlantique (CET).

[10] Depuis sa création en 1913, la Fed est une banque privée contrôlant l'émission monétaire, indépendamment de l'employé républicain ou démocrate de la Maison-Blanche, pour le plus grand profit des oligarchies. Son premier président fut Paul Warburg (citoyen états-unien d'origine allemande) qui dirigea aussi le Council on Foreign Relations (CFR) à sa création en 1921. Paul Warburg était le frère de Max Warburg (la branche allemande). Celui-ci finançait la Paneurope dirigée par Richard de Coudenhove-Kalergi.

[11] *From alliance to coalitions – The future of transatlantic relations*, op. cit, p. 55.

[12] Le nom de cette monnaie n'est pas encore assuré.

[13] Cf. *La marche irrésistible du nouvel ordre mondial*, p. 87. Cette nouvelle monnaie Nord-américaine, peu importe son nom final, doit s'appliquer dans le cadre d'un bloc Nord-américain politiquement unifié réunissant États-Unis, Canada et Mexique. Le processus d'unification a été lancé en mars 2005 par le président Bush, le Premier ministre canadien Paul Martin et le président mexicain Vicente Fox lors d'une réunion à Waco (Texas) dans le cadre d'un « Partenariat Nord-américain pour la sécurité et la prospérité » (PSP). La crise financière et monétaire qui secoue les bourses mondiales et les économies depuis l'été 2007 aidera à détruire le monde ancien afin de tenter d'instaurer de nouvelles mesures : nouvelles monnaies, nouveaux standards, etc permettant de créer une nouvelle architecture financière, monétaire, politique et spirituelle plus conforme aux canons de la pensée du nouvel ordre mondial. Les implications politiques, économiques et géopolitiques de ces bouleversements aux États-Unis ont été décrites avec beaucoup de précisions par l'Américain Jerome R. Corsi, *The Late Great USA : NAFTA, The North American Union, and the Threat of a Coming Merger with Mexico and Canada*, WND Books, Los Angeles, 2007, révisée en 2009. Dans les tentatives d'instaurer un cadre transatlantique unifié, une intégration monétaire s'avèrera nécessaire conduisant à la création d'une seule et même monnaie euro-atlantique (une monnaie transatlantique). Cependant, la finalité de toutes ces mesures, c'est de réussir à créer une monnaie mondiale comme le demandait déjà H.G Wells dans son livre *La destruction libératrice* en 1914. Cette mission d'envergure a été présentée par la revue financière britannique *The Economist* dans son numéro du 9 janvier 1988. Présentant sur la couverture un phénix naissant à partir des flammes détruisant les anciennes monnaies, l'article intitulé « Soyez prêt pour une monnaie mondiale » affirme : « Dans 30 ans, les Américains, les Japonais, les Européens et les peuples d'autres pays riches ainsi que d'autres plutôt pauvres paieront probablement pour faire leurs courses avec la même monnaie. Les prix ne seront plus désignés en dollars, yen ou deutschemark mais, disons-le, en phénix. Le phénix sera préféré par les entreprises et les acheteurs parce qu'il sera plus pratique que les actuelles monnaies nationales ». L'article précise que cette nouvelle monnaie mondiale doit voir le jour vers ... 2018. *The Economist* a récidivé dix ans plus tard dans la même veine dans un article intitulé « Un monde, une monnaie » (« One World, one money ») paru dans son numéro du 26 septembre 1998. Ces concepts d'unité monétaire mondiale ont été proposés aussi dans la revue du CFR à l'automne 1984, *Foreign Affairs*, dans l'article « Un système monétaire pour l'avenir » (« A monetary system for the future ») sous la plume de l'économiste Richard Cooper. Déjà lors des négociations menant aux Accords de Bretton Woods en 1944, différents projets d'instauration d'une monnaie mondiale ont été proposés. Ainsi, le représentant britannique, John Maynard Keynes, proposa la création du « bancor » devant être émis par un institut supranational. Son

homologue états-unien, Harry Dexter-White, défendait le principe d'un dollar s'appuyant sur une monnaie mondiale appelée « unitas ». Cependant, ces ambitions poussant à la création d'une unité monétaire mondiale étaient trop précoces par rapport à la situation politique de l'époque d'autant plus que cela exigeait aussi l'instauration d'une politique monétaire mondiale sous l'égide d'une banque centrale universelle. Il n'en reste pas moins que l'objectif reste le même. Il n'a été que différé. Parmi tous ces projets, peu importe les noms donnés à cette monnaie mondiale et la date prévue, ces exemples soulignent la volonté des élites oligarchiques d'atteindre cet idéal ancien. En effet, dans un manifeste paru en 1582, l'Italien Gasparo Scaruffi proposait déjà de créer une monnaie universelle appelée « alitinfo ».

[14] Cette tendance généralisée à la création d'unités monétaires continentales a été traitée par Peter B. Kenen et Ellen E. Meade, *Regional monetary integration*, Cambridge University Press, 2008.

[15] *From alliance to coalitions – The future of transatlantic relations*, op. cit, p. 57.

[16] Le président de l'European Council on Foreign Relations (l'ECFR équivalent européen du CFR états-unien), Mark Leonard, estime que l'Union européenne n'est pas un État et que son arme secrète est dans le droit. Selon lui, la force de l'UE réside dans sa capacité à mettre en ligne divers centres de pouvoirs unis agissant sur des projets communs. Ces centres influent profondément dans l'organisation interne des pays membres au point de modifier radicalement leurs structures dans tous les domaines. Toute tentative de revenir en arrière s'avère selon lui impossible. Cette « eurosphère », selon l'expression de Mark Leonard, devient un modèle pour le monde entier. L'influence développée par cette « eurosphère » agit sur tout son pourtour géographique, c'est-à-dire les pays d'Afrique du Nord, du Proche-Orient, de l'Ukraine etc. Ainsi, l'émergence de ce bloc européen crée autour de lui des liens plus ou moins développés en concurrence aussi avec d'autres blocs cherchant à s'assurer leurs zones d'influences. Cette configuration n'est pas sans rappeler 1984 de George Orwell où le monde divisé en trois blocs (Oceania, Eurasia et Estasia) se dispute des zones d'influences situées à leur périphérie (des « Marches » pour reprendre une expression du Moyen-Âge) sans pour autant obtenir gain de cause. La tension permanente entretenue par les rivalités entre ces blocs permet en même temps d'instaurer des mesures liberticides chez chacun d'entre eux, chose qui serait impossible dans une situation de sérénité comme l'expose admirablement George Orwell. Cette description orwellienne n'est pas sans rappeler les contours de nos sociétés allant de plus en plus dans ce sens.

[17] Les relations transatlantiques s'appuient sur le partenariat privilégié anglo-saxon réunissant le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada. Ce partenariat s'exerce dans le cadre du « Comité britannique-Nord-américain » (the British-North american Committee, le BNAC). Financé par le Atlantic Council of the United States, le C.D. Howe Institute du Canada et le British-North american Association du Royaume-Uni, cet institut fait « bande à part » par rapport aux autres car il constitue le cœur même du partenariat transatlantique. En conclusion, nous pouvons préciser que l'oligarchie financière accapare le plus possible de métal or et de métal argent afin de constituer une encaisse métallique permettant de gager la future monnaie mondiale.

Source : « La Fondation Bertelsmann au service d'un marché transatlantique et d'une gouvernance mondiale », par Pierre Hillard, *Réseau Voltaire*, 20 mai 2009, www.voltairenet.org/a160130